

01

RELANCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS



par Muriel Bouchet
Directeur de
la Fondation Idea

Économie

Afin de mieux asseoir la reprise économique en 2021, il convient de lancer un ambitieux plan public d'investissement. Un effort de l'ordre de 700 millions d'euros permettrait de rehausser significativement la croissance en 2021, pour un coût budgétaire net en définitive assez limité.

01 RELANCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Le coronavirus s'insinue dans tous les rouages de notre économie. Selon la Fondation Idea, à l'issue de 2021, le PIB serait de 5% inférieur à sa tendance « hors virus ». Une reprise se manifesterait certes en 2021, mais sous la forme d'un rebond mécanique par rapport au « trou béant » de 2020. Elle peut en outre être freinée par un changement durable du comportement des consommateurs ou des investisseurs, par le décrochage de nombreux travailleurs, élèves ou étudiants, par des faillites ou encore par un ralentissement du commerce international. La vigilance s'impose dès lors non seulement au cœur même de la crise, avec d'indispensables programmes d'urgence visant à stabiliser l'économie et à éviter des dommages permanents, mais également durant la « phase de convalescence » de l'économie.

Afin de faciliter ce processus de convalescence, je propose que nous réfléchissions dès maintenant à un plan de relance des investissements publics. Car le choix des projets doit intégrer une multitude de facettes, notamment leurs impacts économiques sectoriels, les aspects sociaux, européens, environnementaux et énergétiques, la recherche et bien entendu la santé et le numérique. La sélection des investissements les plus appropriés ne sera pas une mince affaire.

Pourquoi les investissements publics ?
Parce que leurs effets d'entraînement économique sont bien plus élevés que pour la plupart des dépenses publiques courantes. Selon une étude du Statec, un euro d'investissement public tend à augmenter le PIB à raison de 0,8 euro à court terme (« multiplicateur »). Des infrastructures nouvelles ou des dépenses

de recherche accrues rehausseraient en outre la croissance économique future.

Quel montant ? Il dépendra de l'état de notre économie fin 2020 et en 2021. Notons juste qu'un effort additionnel portant sur 700 millions d'euros permettrait d'atteindre en 2021 des investissements publics totaux de 5,5% du PIB. Ce serait le même ordre de grandeur que les records de 2003 et 2005. Difficile donc d'aller beaucoup plus loin, d'autant que les répercussions de la crise dans le secteur de la construction pourraient affecter les capacités de production de ce dernier.

Quel coût dans ce cas de figure ? Il n'est pas si élevé... Sur les 700 millions investis, 260 millions seraient récupérés sous la forme de recettes publiques en hausse et d'indemnités de chômage en moins. Le « paquet d'investissements » augmenterait en effet le taux de croissance de pratiquement 1 point de pourcentage en 2021. Cette croissance accrue aurait aussi pour effet de diluer la dette publique par rapport au PIB, ce qui représenterait un gain indirect de 140 millions d'euros. Le coût net en termes de dynamique d'endettement ne dépasserait donc pas 300 millions d'euros. Des investissements particulièrement bien ciblés, ayant un effet d'entraînement économique plus manifeste, permettraient de réduire encore cette facture. Ainsi, avec un multiplicateur de 1,2 (contre 0,8), le coût net reviendrait à 120 millions d'euros.

Une « cure de convalescence » pas si onéreuse, en définitive. ♦ **Muriel Bouchet**